



STOP À LA DÉLOCALISATION EN POLOGNE OU AILLEURS!

Rappelez-vous... En janvier 2017, FO titrait : « Après le plombier... le pilotage de la production de DPI en Pologne ? »

Deux ans après, où en est-on ? La direction semble s'obstiner puisque le basculement du CDS Sogeti DPI Poste de Travail vers la Pologne est annoncé !

Plus largement, quel bilan des CDS à la DISFE ?

La supervision de la DPI (ou pilotage), qui surveille les SI de La Banque et du réseau (détection, réparation, escalade des incidents, exécution des demandes d'opération) a quitté la France voilà bientôt deux ans. Les demandes de travaux ont depuis suivi le même chemin.

Au-delà du *dumping* social et du fait que les patrons polonais ou d'ailleurs (Espagne, Canada, Maroc) ne contribuent ni à l'effort national, ni aux cotisations de la sécurité sociale et de nos caisses de retraite... Que penser de ces milliers d'emplois externa(tion)alisés qui prestent pour le compte de la DISFE ?

Force Ouvrière s'est toujours opposée à cette externa(tion)alisation massive, à cette privatisation rampante de l'informatique de La Banque Postale et du Réseau.

LES DYSFONCTIONNEMENTS NE MANQUENT PAS

- effets tunnels,
- pas de connaissances métiers,
- employés non-informaticiens,
- *turn over* affolant,
- baisse de qualité,
- autoalimentation des sociétés de prestation,
- épuisement des postiers qui récupèrent les problèmes...

Et pour finir : Le mélange des rôles au niveau sécurité, accordant de fait aux CDS ce que l'on refuse aux postiers au motif sécuritaire. Sous prétexte d'optimisation, les CDS transfèrent leurs personnels d'une activité à l'autre.

Ces derniers se retrouvent avec tous les droits... Qu'en pense la Maîtrise du risque ?

FO demande à la direction de tirer un bilan de ces recours massifs à la sous-traitance dans les plus brefs délais.

Malgré les alertes, La DISFE s'obstine, puisque le CDS de la production Postes de Travail (Siège, Directions, CF, Bureau, Automates...) est en passe de prendre le même chemin vers La Pologne.

La pression exercée sur les SSII afin de baisser drastiquement leurs coûts est totalement aberrante. Le marché du métier informatique français est tendu, les salaires ne sont pas à la baisse ! Pour continuer à travailler avec La Poste, nos sous-traitants qui font partie de groupes mondiaux, proposent donc de faire faire « ailleurs ».

De plus, nos dirigeants jouent un jeu qui prête à interrogation, faisant fi de certaines règles. On se passe d'appel d'offres et on continue ensemble en signant un marché de gré à gré. Ça ne gêne personne ?

PENDANT CE TEMPS-LÀ, LA POSTE JOUE LES HYPOCRITES

D'un côté elle communique et fait un argument de vente de sa Responsabilité Sociale, Économique, Sociétale, Environnementale (RSE).

De l'autre, elle empoche 350 millions d'Euros via le CICE, dispositif créé fin 2012 par le gouvernement de François Hollande pour « alléger le coût du travail » et relancer la création d'emplois en FRANCE.

Non contente d'avoir supprimé des emplois de postiers par dizaines de milliers, La Poste s'attaque maintenant aux emplois de nos sous-traitants informaticiens Français.





On nous parle beaucoup du « Make or Buy ». Le débat mérite d'être posé, mais le curseur semble positionné sur l'externalisation plein pot. Pour l'instant ça tourne, car le savoir est encore là, ce ne sera bientôt plus le cas.

On embauche de nouveaux collègues, sur des niveaux de fonction et de rémunération acceptable (la loi du marché fait son œuvre). Mais quels parcours professionnels auront-ils ? Une fois en fonction, ils se retrouvent à faire du suivi, du pilotage CDS, et à devoir rendre des comptes aux métiers sur les travaux.

Si on continue à externaliser, de plus à l'étranger, les postiers en interne devenant peu familier du « Make », ne pourront que subir les incompréhensions, les livraisons à risque et, dès l'apparition d'un blocage ou d'une erreur, les demandes d'explications de la hiérarchie, des métiers, des collègues sur le terrain, voire des médias. Cette situation entraînera forcément de nombreux risques psychosociaux.

On a coutume de dire qu'en termes de processus et méthodes de travail, nos directeurs ont souvent quelques années de retard.

Au regard du parcours de certains de nos dirigeants, On s'aperçoit qu'ils s'entêtent dans leurs dogmes d'externalisateurs, alors que dans leurs anciennes sociétés on reinternalise, on embauche, on promeut pour assurer l'avenir du système d'information.

Au lieu de s'épargner l'étape d'externalisation, la Poste fait les mêmes erreurs.

Les postiers détiennent encore le savoir-faire ; Dans cinq ans il sera trop tard, le savoir faire, le savoir être et la culture d'entreprise auront disparu.

FO dit NON à la mise en concurrence des salariés Français et étrangers !
FO dit NON à l'externalisation !

Pour garantir la pérennité des emplois et du SI de La Banque et du Réseau, FO revendique :

- ▶ **La réintégration des activités en sous-traitance.**
- ▶ **Des embauches statutaires et les formations nécessaires.**
- ▶ **Une gestion à long terme, et non la recherche de gains immédiats sans tenir compte des coûts cachés et des conséquences induites !**
- ▶ **Le maintien de tous les sites existants (CDO) et de leur effectif sur place !**

VOS CONTACTS DISFE :

focom-disfe@laposte.net

Jérôme Auriac (Toulouse et CDO) – 04.73.74.10.48

Marc Dangleant (Toulouse et CDO) – 04.73.74.11.50

Maryvonne Dos Santos (Nantes) – 02.40.16.40.70

Daniel Le Bot (Nantes) – 02.40.16.43.02

Michaël Amsilli (Ivry) – 01.58.46.90.18

Ana-Maria Vazquez (Ivry) – 01.58.46.96.00

Jean-François Mordrelle (Rennes) – 02.99.02.67.66

Georges Bénis (Gradignan) – 05.56.89.78.67

Jean-Michel Lallemand (Gradignan) – 05.56.89.73.81



Bulletin d'adhésion

Téléchargeable ou à remplir en ligne.

Pour plus de renseignements,
appelez le **01 40 78 31 64**

de la **Force** à votre **avenir**



<https://www.facebook.com/secteurposte.focom/>



<https://twitter.com/@focomlaposte>